

Compte rendu de la Soirée-débat du jeudi 21 septembre 2023

Thème : « **Que peut la démocratie face aux despotes, aux tyrans, aux dictateurs ?** »

Malgré la concurrence du match de rugby, nous étions 20 pour ce premier débat de la saison. 9 personnes ont demandé d'excuser leur absence.

Jean-Pierre MOREAU souhaite la bienvenue aux participants, en particulier aux personnes qui viennent pour la première fois, invite ceux qui le souhaitent à adhérer ou renouveler leur adhésion et fait appel au volontariat pour l'animation des soirées et la présentation des thèmes proposés.

Il rappelle sommairement quelques règles de fonctionnement du débat, notamment, écouter les autres et s'exprimer chacun son tour.

Aujourd'hui c'est Thierry COURT qui introduira le sujet et c'est Sylvie ALAMERCERY qui distribuera la parole.

Rappel des objectifs et méthodes des soirées-débats

1 - Objectifs :

- La réflexion n'est pas réservée aux spécialistes de la philosophie. Chacun, quel que soit son parcours et ses études est légitime pour penser sa vie.
- Nos rencontres répondent à un besoin partagé d'analyser et de comprendre ce que nous vivons ici et maintenant, un profond besoin de prendre de la distance et du temps face aux informations accélérées des média. Un besoin de discuter sans arrière-pensée, sans intérêt caché. Une soif d'authenticité.
- Les soirées-débat et les conférences ont pour objectif de nous permettre de réfléchir sur les questions fondamentales, telles que celles du sens de la vie et de réfléchir sur les problèmes de société. Il s'agit de :
 - apprendre à penser avec rigueur, grâce au débat, au dialogue
 - apprendre avec le débat, dans la confrontation avec l'avis des autres
 - s'entraîner à l'analyse critique
 - apprendre à exprimer sa pensée pour la rendre plus claire
 - s'appuyer sur l'histoire de la philosophie pour affermir la réflexion

2 - Méthode :

Les règles adoptées par Philo & Partage concernent essentiellement l'organisation de la prise de parole :

- demander la parole, attendre qu'elle vous soit accordée pour parler
- l'écoute mutuelle, finir par se convaincre que « je » n'ai pas toujours raison tout seul
- admettre que les autres peuvent penser intelligemment.

Introduction de Thierry COURT : « Que peut la démocratie face aux despotes, aux tyrans, aux dictateurs ? »

Que peut faire la démocratie face aux tyrans, despotes et dictateurs ? Ouf ! vaste question, et moi que puis-je faire face à un tel sujet ?

Comme je suis un affreux individualiste, j'ai commencé à penser à ma petite personne, j'ai passé le cap de la cinquantaine, je suis né dans une démocratie qui me permet de vivre dans un état qui garantit mes libertés individuelles, je n'ai pas connu intimement les grands bouleversements de l'histoire, j'ai largement profité de l'état providence, j'ai une carte de sécurité sociale et une carte d'électeur, et pour l'instant tout va bien. Je suis régulièrement consulté lors des élections, pour nos élus locaux, pour notre département, notre région, pour l'élection de notre monarque, pour nos représentants à l'assemblée nationale, et enfin à l'échelle européenne. Il arrive même que l'on me pose une question très précise, et je dois répondre par oui ou par non. Et, si j'ai l'honneur d'être un édile local, j'aurais à désigner les représentants des grands électeurs au Sénat, et apporter mon obole aux candidats à la fonction suprême. Donc à priori, on peut se dire que vivant dans un climat démocratique cette interrogation ne me touchait pas, mais depuis quelque temps les nuages s'assombrissent. Lors de ce questionnement, j'ai souvent pensé au robinet d'eau que j'ouvre tous les matins. Avant les bouleversements climatiques que nous commençons à vivre, je ne me posais pas la question comment cette eau arrivait au bout de mon pommeau de douche, comment elle était puisée, cheminée et traitée. Mais depuis quelque temps, je regarde cette eau avec plus acuité, on nous parle de rareté, de pénurie, et de rationnement. Est-ce la peur de me réveiller dans un matin brun que certains signaux m'alertent, comme la notion d'écoterrorisme, la suppression de l'agrément ministériel de l'association Anticor, la banalisation de certains propos, le contrôle des moyens de communications par certains milliardaires, le délitement des services publics, plus récemment la garde à vue d'une journaliste dont le porte-parole du gouvernement a refusé de répondre pour des questions de protocole, et globalement une montée des nationalismes. Peut-être comme beaucoup de français, j'ai l'impression d'avoir une certaine lassitude démocratique ou plutôt une lassitude face au monde politique, je me suis détourné de certaines élections, depuis plusieurs soirées électorales, je regarde les résultats comme si j'avais coché les bonnes cases au loto, je ferme le bouton connaissant par cœur les discours des gagnants sur l'honneur d'avoir été choisi par les français, et pour les perdants d'avoir compris le message envoyé par les français, mais rassurez-vous on parlera du populisme plus tard. Pourtant, ce lien avec la démocratie est présent et enraciné, j'ai un souvenir d'adolescent de mai 1981 où le visage du futur président est apparu, et de la clameur qui en a découlé, moi qui étais stéphanois à l'époque, j'avais le sentiment que l'on avait gagné enfin cette coupe d'Europe. J'avais l'impression que ce soir une élection pouvait changer le monde, j'avais surpris quelque temps après une discussion dans le bus de deux personnes pour qui cette élection avait changé la vie, mais je n'ai pas de suite à vous raconter après le tournant de la rigueur. Je me suis mis à penser à ce jeune étudiant chinois à Tain An Men devant un char, les images de la chute du mur de Berlin la même année, plus récemment ces femmes kurdes en armes, et au courage de ces jeunes femmes iraniennes bravant le régime des Mollahs. Plus prosaïquement, je pensais aux élus locaux que je côtoie dans mon activité professionnelle, et qui font vivre une démocratie au quotidien.

Toutes ces images, nous amène à élargir notre prisme on peut se demander, c'est quoi la démocratie ? Comment se définit une démocratie, le simple fait de voter et faire appel au peuple suffit-il à définir un état comme démocratique ? Le clivage que la question de ce soir nous pose est-il aussi tranché ? Avons-nous de part et d'autre du ring, la démocratie et des régimes totalitaires ? Ne devons-nous pas élargir la notion de totalitarisme, est-elle simplement liée à un état défini par ses frontières et son régime politique, dans ce cas comment considérer un Elon Musk qui influence le cours de la guerre en Ukraine avec l'utilisation ou pas de ses satellites, ce dernier n'ayant aucune légitimité démocratique ? Que penser des collusions entre candidat à une élection et des groupes de presse et divertissement, on peut penser à Trump et le groupe Murdoch avec Foxs News, ou en France pour les dernières élections présidentielles entre Zemmour et le groupe presse de Bolloré ? La démocratie ou les démocraties doivent-elles continuer à échanger, à commercer avec ces régimes ? Surement par nécessité pour des questions d'approvisionnements énergétiques, ou pour notre balance du commerce extérieur afin d'écouler le luxe à la française, ou notre industrie d'armement. S'opposer directement à ces régimes, et sous quelles formes ? Quelle crédibilité les démocraties ont-elles, alors que la puissance dominante en 2013, les Etats-unis avaient fixé une ligne rouge contre l'utilisation d'armes chimiques contre la population au régime syrien ? Comment ne pas être traité d'ingérence, ou d'états néocoloniaux, et

on connaît les résultats quand les états démocratiques ont voulu officiellement importer ou imposer la démocratie, l'Irak en 2003 ou la Lybie en 2011. Cette ingérence est-elle seulement militaire ? Peut-elle prendre d'autres formes ? Quel langage comprennent ces états totalitaires, alors, quand on évoquait à Staline l'influence du Vatican, il demandait combien de divisions disposaient le Vatican.

On peut également se détourner du problème. En fin de compte, c'est le problème à ces états sous dictature, les nostalgiques de la France coloniale ou les défenseurs d'une forteresse nationale ou européenne vous diront qu'ils ont voulu leur indépendance, ils sont maintenant souverains, maintenant qu'ils se débrouillent. On commence à entendre de la part de certains politiques la douce rengaine des vertus du colonialisme, un ancien président de la république nous avait dit en 2007 que l'homme africain n'était pas assez entré dans l'histoire, alors vous pensez dans la démocratie... On va vite se rendre compte la courte vue de cette approche, les habitants de Lesbos ou de Lampedusa pourraient surement en témoigner.

Revenons dans un premier temps, on a une approche plus académique avec les définitions que nous donne le Robert :

- **Démocratie** : Système politique, forme de gouvernement dans lequel la souveraineté émane du peuple. [La démocratie politique est née dans la Grèce antique. Pourtant, ce n'est pas avant le XVIII^e siècle que fut formulée la théorie de la séparation des pouvoirs (Montesquieu) et mis en place le suffrage universel (États-Unis, 1776), qui en sont deux des fondements. Le respect des libertés publiques est au cœur même du fonctionnement de la démocratie dite aujourd'hui « libérale ».]
- **Tyrans** (latin *tyrannus*, du grec *tyrannos*) : Celui qui dans le monde grec avait un pouvoir absolu après s'en être emparé par la force
- **Despote** (grec *despotes*, maître) : Chef d'état qui s'arroge un pouvoir absolu, arbitraire, sans contrôle
- **Dictateur** : Souverain qui gouverne avec une autorité arbitraire et absolue.

Les définitions que nous donne le Robert sont sans équivoque, d'un côté du ring, à ma gauche nous avons la démocratie émanant d'un suffrage universel avec une séparation des pouvoirs, et à ma droite la dictature incarnée par un chef d'état, souverain qui s'arroge les pouvoirs absolus. Les choses sont claires, nous avons les bons et les méchants. Nous avons dans nos systèmes démocratiques une approche horizontale avec la séparation des pouvoirs et la présence des corps intermédiaires, alors que dans un régime autoritaire, nous avons une verticalité, le chef parle directement au peuple. Cette posture peut s'avérer extrêmement problématique en cas de crise, la relation sera directe, pas de fusible d'où les répressions extrêmement violentes, comme en Iran. Le système devient très fragile. Cet antagonisme peut se révéler extrêmement pervers, car s'il nous rassure intellectuellement, il nie l'autre et ne permet pas de penser l'altérité et la porosité entre ces deux systèmes.

La définition que nous donne le Robert sur la démocratie nous donne comme point de départ la Grèce antique. Projetons-nous au VI^e siècle avant JC à Athènes. La cité en pleine crise, une crise sociale et politique, la Stasis. Les citoyens qui régissent les affaires sont amenés à réfléchir au meilleur système politique, à la meilleure *politeia*, c'est-à-dire la meilleure façon s'organiser pour surmonter cette crise multiple. La naissance de la démocratie peut être considérée par rapport à un horizon politique au sens large du terme qui va rendre cette réforme possible et nécessaire, et de répondre à une crise politique et sociale totale, la *stasis*. Sur les 400 000 habitants de la cité, les citoyens ne représentent que moins de 10% des habitants, sont exclus les femmes, les métèques, les esclaves (*et ceux qui doivent travailler pour vivre*).

On peut noter à cette période avec la naissance de la démocratie, des tensions avec des régimes plus autoritaires, entre Athènes et Sparte entraînant la guerre du Péloponèse.

Il faut peut-être s'attarder du terme de Stasis, pour les grecs il s'agit de faction, de discorde, de sédition, la guerre au sien de la même cité, une crise endogène qui peut mener à la guerre civile. Cette crise est le fondement de la démocratie, comment surmonter la crise. Mais cette crise n'est-elle pas consubstantielle de la démocratie, cette dernière n'est-elle en fin de compte le fondement, son ADN profond. La réponse à cette crise se fait par le débat, la contradiction, et la mise en œuvre d'une solution commune, mais surtout par

l'altérité, l'autre est mon égal, sa voix compte comme la mienne. Peut-être que la démocratie n'est-elle pas en fin de compte une succession de crises plus ou moins profondes, on peut penser au 04 février 1934, à mai 1968 où la république a semblé vaciller, ou plus récemment les gilets jaunes qui est une crise intéressante car elle échappait à toutes structures politiques ou syndicales. Comme à Athènes, on peut évoquer les printemps, et l'épicentre en Tunisie en 2011, les manifestations et grèves se transforment en révolution, et entraînent le départ de Ben Ali, une démocratie éphémère, l'arrivée inévitable des islamistes et maintenant un pouvoir autoritaire.

Les définitions que nous donne le Robert marque un antagonisme profond entre la démocratie et les systèmes dictatoriaux, cela ressemble à une dualité que nous avons connu pendant la guerre froide un match entre un monde libre et un monde totalitaire, un monde bipolaire. Néanmoins, on peut donner quelques clés de l'implosion de cette dualité :

1979 / 1980 : Election de Reagan et Thatcher, l'émergence du libéralisme économique, dérégularisation des marchés, recul des fonctions régulatrices des états, mise en place du libre-échange, l'état restant dans ces fonctions régaliennes. Invasion de l'Afghanistan par l'union soviétique, premier pas vers l'implosion du système soviétique. La révolution iranienne avec la défaite d'un régime soutenu par les occidentaux, et la mise en place d'une théocratie.

1989 : Fin de la guerre froide avec la chute du mur de Berlin, le démantèlement progressif du pacte de Varsovie, avec point d'orgue l'implosion de l'union soviétique en 1991. Cette année marque la répression en Chine, pays qui va vite intégrer le libre-échange et la mondialisation naissante pour créer un système hybride entre autoritarisme et libre-échange.

En 1989, le philosophe américain Francis Fukuyama écrivait :

Dans son article « The End of History? », ce dernier écrit : « Le siècle qui vient de commencer, gorgé d'une pleine confiance dans l'ultime triomphe de la démocratie occidentale libérale semble être proche d'un retour au point de départ : non pas la "fin de l'idéologie" ou une convergence entre le capitalisme et le socialisme, comme prédit auparavant, mais vers une victoire du libéralisme économique et politique. Le triomphe de l'Occident, de l'idée occidentale, est évident avant tout dans l'éradication de toute alternative viable au libéralisme occidental (...) Ce dont nous sommes ici les témoins n'est pas uniquement la fin de la Guerre froide, ou la fin d'une période spéciale de l'histoire, mais la fin de l'histoire en tant que telle : c'est-à-dire, le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale, comme la forme finale du gouvernement humain. »

La « démocratie libérale occidentale » telle qu'invoquée ici n'est pas uniquement un régime politique : il s'agit d'un système juridique (État de droit), économique (économie de marché, libre-échange), fondé sur un système de valeurs se déclinant du niveau micro (rationalité individualiste) au niveau macro (pacifisme international). Les droits humains, catégorie transversale, se réalisent grâce à l'État de droit et à l'économie de marché, assurant le triomphe à la fois de la rationalité individualiste et du pacifisme sur la scène internationale. Dès lors, il est attendu de la dictature, figure de l'altérité radicale et repoussoir absolu, qu'elle constitue la parfaite antithèse et négation du modèle démocratique : un non-système juridique (l'arbitraire), un non-système économique (le pillage), un système de valeurs malfaisant (l'irrationalité barbare, l'agressivité et la guerre). Le confort intellectuel de ces représentations fallacieuses, justifiant le « narcissisme occidental » (Georges Crom) ou la revendication occidentale de suprématie universelle, explique leur persistance ; la notion de « barbarie » a, depuis les Grecs dénigrant les Perses, joué ce rôle auto-justificateur – notion dont le caractère néfaste pour la connaissance fut dénoncé dès le XVI^e siècle par Montaigne dans ses *Essais*.

A l'heure actuelle, nous sommes loin de cette dichotomie entre un monde libre et des états autoritaires,

depuis la fin d'un monde bipolaire, s'est développé un monde multipolaire, avec l'émergence des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Le groupe de presse britannique The Economist group évalue depuis 2006 la situation de 165 pays et de deux territoires, dont 166 états souverains et 164 membres de l'ONU. L'indice de la démocratie est fondé sur 60 critères regroupés en cinq catégories :

- 1 – Le processus électoral et le pluralisme
- 2 – Les libertés civiles
- 3 – Le fonctionnement du gouvernement
- 4 – La participation politique
- 5 – La culture politique

La notation se fait selon une échelle allant de 0 à 10. A partir de cette note, les pays sont classés selon 4 types de régime politique :

- 1 – Une démocratie à part entière de 8 à 10
- 2 – Une démocratie imparfaite de 6 à 7.99
- 3 – Un régime hybride de 4 à 5.99
- 4 – Un régime autoritaire de 0 à 3.99

(voir définition officielles)

Ce classement va de la Norvège (9.81 en 2022) à l'Afghanistan (0.32 en 2022), cela n'a pas beaucoup d'intérêt de comparer ces deux nations, et je ne pense pas qu'il fallait une étude aussi précise pour en déduire que l'Afghanistan est un régime autoritaire. Cette étude devient très intéressante car elle permet de faire une cartographie, Il est ressort que sur les 167 nations diagnostiquées :

- 1 – 24 pays sont des démocraties à part entière, soit 8.00 % de la population mondiale
- 2 – 48 pays sont des démocraties imparfaites, soit 37.3 % de la population mondiale
- 3 – 36 pays sont des régimes hybrides, soit 21.6 % de la population mondiale
- 4 – 59 pays sont des régimes autoritaires, soit 36.9 % de la population mondiale

La France se situe en 23^{ème} position avec une note de 8.07 en 2022, alors qu'elle filtre depuis entre une démocratie à part entière, et une démocratie imparfaite depuis 2006.

Si on revient à notre question du départ que peut 8 % de la population face aux tyrans, despotes et dictateurs représentant 92 % de la population, si on se place dans l'hypothèse que notre modèle de démocratie est le référent.

Dans ce cas-là quelle position les démocraties doivent adopter face aux régimes autoritaires alors que depuis l'invasion de l'Ukraine, on constate une recomposition des tensions mondiales avec le renforcement des BRIC qui ont une attitude assez équivoque face à la Russie, soit avec une neutralité complaisante permettant d'acquérir du pétrole à bas prix (Inde et Chine), soit une vassalisation de La Russie par la Chine, ou la préparation d'un conflit avec les USA de la Chine avec Taiwan. On peut noter le rapprochement de la Russie avec l'Iran, les pays africains et les pays moyen-orientaux. Les dirigeants de ces pays ne veulent plus que l'occident leur donne la marche à suivre, ils veulent leurs sphères d'influence, la Chine a augmenté son budget de la défense de 7.1% en 2023 passant à 225 milliards de dollars soit le tiers de celui des USA. Par comparaison, la France dispose d'un budget de 43.9 milliards € soit 41 milliards de Dollars.

Cette nouvelle donne géopolitique est essentiellement basée sur les questions énergétiques et de matières premières, la Russie avait vite compris la dépendance des pays occidentaux aux énergies fossiles, notamment le gaz avec la construction de Nordstream 1 et 2. Donc quelle attitude à adopter face aux monarchies du Golf ? Que vaut telles entorses et renoncements aux libertés individuelles face à un baril de pétrole ou 1 m3 de gaz ? Le mondial de 2022 n'a pas été boycotté par les démocraties, on accueille à bras ouverts les investissements Qataris dans le sport, avec le football et le PSG. Dans ce cas, on s'accommode de régimes autoritaires acceptables, je t'achète du pétrole et du gaz, et tu m'achètes des avions et des sacs de luxe. Les détenteurs de la réal politique vous diront que l'on a besoin de commercer pour entretenir des relations avec ces états, et peut-être assouplir ces régimes, l'Allemagne pensait que commercer avec la Russie suffirait à dompter les vellétés d'expansion de Poutine.

Il est clair que le temps où les puissances occidentales pouvaient intervenir par des coups d'état, des renversements de régimes ou des interventions comme en Lybie, en Irak ou en Afghanistan est révolu, et on a vu les répercussions désastreuses de ces interventions. Déstabilisation de l'Afrique Sub-saharienne à la suite

de l'intervention en Lybie en 2011, ou le retour des Talibans en Afghanistan. Nous sommes face à des dirigeants qui abhorrent nos régimes libéraux, et pour qui le temps n'a que très peu d'importance, ils ne sont pas soumis au cycle des élections selon nos standards, au contre-pouvoir pas de presse, pas de syndicats, pas de partis d'opposition réelle. Cette relation directe peut s'avérer explosive, les révolutions du printemps arabe sont parties d'une immolation, les contestations en Iran d'un voile mal porté. Il n'y a aucun fusible ou amortisseurs sociaux, la répression est violente ou le régime craque.

Si nous sommes face à une menace exogène avec les interventions directs ou indirectes lors des élections (élections américaines en 2016, ou le Brexit), ou par l'intermédiaire de canaux d'information avec les réseaux sociaux (trolls ou complotisme) ou des chaînes d'info comme le traitement de la crise des gilets jaunes par Russia Today . Les régimes démocratiques ont leurs propres maladies auto-immunes, la démagogie, ou le populisme. Le Larousse nous donne comme définition de la démagogie (demos le peuple et ago conduire) : « action de flatter les aspirations à la facilité et les passions des masses populaires pour obtenir ou conserver le pouvoir ou accroître sa popularité » ; On peut penser à certains partis (au pluriel) qui a une époque associaient le nombre de chômeurs et le nombre d'immigrés, ou des partis plus traditionnels qui associaient le bruit et les odeurs. Ou quand les politiques parlent du bon sens des Français

Mais revenons au populisme qui n'est pas un système politique, et qui peut se définir suivant trois items :

1 – Un chef qui parle au peuple

2 – Ce peuple est un peuple homogène qu'il soit réel ou fantasmé comme par exemple les français blancs de « souche »

3 – La définition d'un ennemi

On a des figures comme le poujadisme, où Pierre Poujade parlait au peuple d'en bas contre les élites et leurs impôts. On peut imaginer toutes les combinaisons possibles autour d'un ennemi, mais les partis plus rationnels surfent aussi avec le populisme, on peut penser à Nicolas Sarkozy et son karcher, ou François Hollande pendant la campagne de 2012 en désignant son ennemi : la finance présentée comme une hydre.

Au début de mon intervention, j'avais évoqué l'image du robinet d'eau que l'on ouvre le matin, c'est peut-être une image métaphorique de notre démocratie, on ne pose plus la question d'où elle vient, elle fait partie intégrante de notre vie et mémoire, de temps en temps il y a des coupures, c'est sûrement des travaux dans la rue pour améliorer le réseau. Et si un jour un matin plus rien, plus d'eau, et qu'une voix un peu plus autoritaire nous indiquant la voie et la marche à suivre pour retrouver cette eau au détriment de quelques concessions démocratiques, un sondage de l'Ifop en 2018 montrait que 40 % des français ne seraient pas opposés à un pouvoir politique autoritaire. Le cas d'Israël est préoccupant car il montre la dégradation rapide démocratique d'un état avec un premier ministre qui veut rester au pouvoir pour des questions judiciaires en s'alliant avec des partis extrémistes.

On peut penser au deal de certains états comme la Russie, je vous donne les biens matériels, vous pouvez avoir le dernier Iphone, mais surtout ne vous occupez pas de politique.

Comment la démocratie pourra faire face à une crise majeure ? Peut-elle dissocié un contexte social ? Nous sommes face au début de bouleversements climatiques qui vont rebattre les cartes avec des difficultés d'approvisionnement en eau, en nourriture et énergies. Allons-nous accepter de réduire nos consommations de carbone ? Quel candidat aura le courage d'annoncer de telles mesures ? On entend déjà des partis climatosceptiques qui minimisent les changements climatiques.

Citation de Churchill : « La démocratie est le pire système de gouvernement à l'exception de tous les autres qui ont pu être expérimentés dans l'histoire »

Lien pour retrouver l'étude classant les pays suivant leur degré de démocratie :

<https://atlasocio.com/classements/politique/democratie/classement-etats-par-indice-de-democratie-monde.php>

Synthèse des différentes interventions du débat

(réalisée par Jean-Pierre MOREAU, à partir de ses notes et celles de Sylviane)

Les définitions et le classement des démocraties donnés par Thierry renforcent le sentiment subjectif que les démocraties sont minoritaires (24 pays sur 165 étudiés et 8% de la population) et que la démocratie est en recul ou en danger, y compris dans notre pays. Cependant, ces appréciations sont à nuancer car certains pays progressent dans l'exercice de la démocratie alors que d'autres régressent. Par ailleurs, qu'est-ce qui autorise certains pays ou dirigeants à donner des leçons aux autres, sachant que rien n'est parfait, qu'il y a souvent un mélange entre un pouvoir autoritaire et de la démocratie, et qu'il faut tenir compte du passé, de l'histoire, des traditions, de la culture locale avant de porter un jugement sûr.

Il semble que la démocratie s'appuie sur un fonctionnement horizontal des individus qui délèguent ou mandatent ensuite certains représentants dans les organes supérieurs. La dictature fonctionnerait verticalement, probablement à sens unique. Il est important de bien discerner les différences entre ces régimes.

Parmi les avantages de la démocratie se trouvent la liberté d'expression, la possibilité de critiquer le pouvoir en place, la liberté de réunion et l'organisation régulière d'élections. Le droit y garantit, entre autres, la justice, l'accès à l'éducation et à la culture, la protection de la santé, la liberté de déplacement et d'information...

Mais la démocratie ne s'exporte pas. On peut montrer l'exemple mais ne pas imposer, jouer au donneur de leçons. Après la décolonisation, la France a voulu mettre en place des régimes qui lui restent affiliés (Françafrique) pour des raisons économiques et militaires. Les constitutions de ces nouveaux pays « libres » étaient calquées en partie sur la nôtre en négligeant les traditions et les volontés locales. L'échec de cette politique est manifeste avec les putschs ou révolutions qui ont lieu dans les anciennes colonies. On n'est pas certains que cela aille dans le sens d'une meilleure démocratie, car, la violence et la dictature sont souvent plus faciles à mettre en place que la volonté d'élargir les droits, les libertés et le bien-être des habitants.

Quand un pouvoir est fragile ou se fragilise, il a toujours recours aux mensonges, à la force, aux restrictions, aux obligations, à la violence. C'est flagrant dans de nombreux pays, mais le nôtre n'en est pas exempt. (Lire Hannah Arendt qui montre bien l'enchaînement de ces étapes)

Parmi les difficultés qui existent pour promouvoir la démocratie ou contenir les dictatures, il y a le fait commercial. On remarque souvent que tel pays est montré du doigt pour ses atteintes aux droits humains, mais que cela passe au second plan lorsqu'il s'agit d'acheter son pétrole ou de lui vendre des armes. Cette duplicité cynique ne semble pas profiter à la démocratie. Ce qui pose une question plus vaste : dans nos sociétés mercantiles et consuméristes, les lois du commerce et de la finance n'ont-elles pas pris le dessus sur les plus beaux principes démocratiques ? Ne s'agit-il pas là d'une forme de dictature sournoise qui ronge la démocratie avant l'installation d'une dictature politique ? Les entreprises ont-elles un fonctionnement démocratique ? Poutine a-t-il autant de pouvoir qu'un Elon Musk ?

Sans aucun doute, notre pays n'est pas une dictature, cependant, des signes inquiétants apparaissent : dévalorisation de la parole publique, engagements non tenus, abstention record aux élections, légifération à tout va sans moyens d'application, dégradations des services publics et des institutions (école, justice, santé, transports), monopolisation de la grande presse, intimidation des journalistes, répressions surdimensionnées des manifestations, dégradation des conditions de vie et de travail... Alors que les crises s'aggravent (économique, sociale, environnementale...), que les guerres menacent et que le mal-être et l'anxiété se développent.

Que peut la démocratie ? Depuis son invention, très imparfaite, par les Grecs, on sait que c'est le pouvoir par le peuple. C'est sans doute de ce côté que des solutions peuvent apparaître pour la défendre et la renforcer. L'idéal démocratique est toujours à construire et il nécessite l'intervention

des individus. On peut penser à une démocratie participative plutôt que représentative et s'assurer que le mandat confié à un élu ou à un représentant soit bien honoré, préférer la proportionnelle plutôt que l'élection uninominale, ... Mais pour cela il faut des lieux où la parole de chacun soit entendue, prise en compte, où les délibérations aboutissent sur des actions concrètes... Max Stirner (*L'unique et sa propriété*) était très critique sur les grands et beaux principes (Liberté, République, Egalité, Démocratie...) et il préconisait des « associations d'égoïstes » pour atteindre ses objectifs. Ce qui suppose que les gens participent, fassent l'effort de venir, de dire leur point de vue et s'engagent pour aller plus loin. On déplore les reculs démocratiques, mais on déplore aussi la faible participation aux réunions publiques, aux conseils municipaux, dans les associations... Nous sommes tous des consommateurs et de moins en moins des *consom'acteurs*. Les liens sociaux et politiques se dissolvent par perte de confiance, certainement, mais aussi parce que beaucoup préfèrent la facilité à l'effort, même modeste. Les réseaux électroniques, l'Internet, ne peuvent certainement pas compenser la relation directe, l'échange avec l'autre, la reconnaissance d'autrui. S'ils ont indéniablement des aspects positifs dans l'échange d'informations, ne renforcent-ils pas l'individualisme, le narcissisme, la glorification de la force (et donc le machisme) dont notre société se nourrit pour favoriser la consommation privée au détriment du bien public ?

Depuis plusieurs années, l'école publique a essayé de développer le goût de l'échange chez les enfants, ils s'entraînent à prendre leur place dans la conversation, expriment leur opinion. Les ados semblent plus ouverts et marquent leur volonté d'exister. Ces jeunes prendront-ils toute leur place dans le débat démocratique, dans ce qui fait la vie sociale et bonne ? Face aux grands défis de notre temps, quels nouveaux idéaux se fixeront-ils et jusqu'où seront-ils prêts à aller pour les conquérir ou les défendre ?

Face aux dictatures, les pays démocratiques se doivent de réellement appliquer et développer le principe du pouvoir donné aux habitants pour améliorer leur propre sort. En se voulant irréprochable, exemplaire, la démocratie donnera sans doute envie à d'autres d'en bénéficier. Prendre conscience de sa « servitude volontaire » (E. de La Boétie) et de la force de la « désobéissance civile » (H.D. Thoreau) plutôt que de la violence, voilà deux angles, toujours d'actualité, pour faire progresser la démocratie, ici et ailleurs, et apporter un embryon de réponse à la question initiale. Pour peu qu'on veuille bien y réfléchir et en débattre.

Lectures proposées :

- *1984* de Georges Orwell
- *Le mage du Kremlin* de Giuliano da Empoli
- *L'unique et sa propriété* de Max Stirner
- *Du mensonge à la violence* de Hannah Arendt
- *Discours sur la servitude volontaire* d'Etienne de La Boétie
- *La désobéissance civile* d'Henry David Thoreau